

V. L.

الوزير
G-G
وزارة التشريع
Director
Director

2007-103
Décret N° abrogeant et remplaçant les dispositions
du décret n° 2005-031 du 18 avril 2005 portant organisation
du dispositif institutionnel de formulation, de mise en œuvre,
de suivi et d'évaluation du Cadre Stratégique de Lutte
contre la Pauvreté

LE PREMIER MINISTRE,

**SUR RAPPORT DU MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU
DEVELOPPEMENT**

- Vu la Constitution du 20 juillet 1991 ;
- Vu l'ordonnance n°2005.001 du 06 Août 2005 portant promulgation de la charte constitutionnelle Définissant l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics constitutionnels pendant la période transitoire ;
- Vu la loi d'orientation n° 2001-050 du 19 juillet 2001 relative à la lutte contre la pauvreté ;
- Vu le décret n° 28-92 du 18 avril 1992 relatif aux attributions du Premier ministre ;
- Vu le décret 093-2005 du 7 août 2005 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret n° 095-2005 du 10 août 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret n°157-84 du 29 décembre 1984 portant règlement organique relatif aux attributions des Ministres ;
- Vu le décret N° 2005-031 portant organisation du dispositif institutionnel de formulation, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté ;
- Vu le décret n°123/2005 du 22 septembre 2005 fixant les attributions du Ministre de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications et l'organisation de l'administration centrale de son Département ;
- Vu le décret n° 05/2000 du 10 janvier 2000 fixant les attributions du Ministre des Finances et l'organisation de l'administration centrale de son Département ;
- Vu le décret n° 057/006 du 12 juin 2006 fixant les attributions du Ministre des Affaires Economiques et du Développement et l'organisation de l'administration centrale de son Département ;
- Vu le décret n° 009/2006 du 09 janvier 2006 fixant les attributions du Ministre du Développement Rural et l'organisation de l'administration centrale de son Département ;
- Vu le décret n° 098/2004 du 22 juin 2004 fixant les attributions du Ministre de l'Equipement et des Transports et l'organisation de l'administration centrale de son Département ;
- Vu le décret n° 133/2005 du 18 novembre 2005 fixant les attributions du Ministre de l'Hydraulique et l'organisation de l'administration centrale de son Département ;
- Vu le décret n° 046/2006 du 12 Mai 2006 fixant les attributions du ministre de l'Enseignement Fondamental et Secondaire et l'organisation de l'administration centrale de son Département ;
- Vu le décret n° 025/2005 du 05 mai 2005 fixant les attributions du Ministre de la Santé et des Affaires Sociales et l'organisation de l'administration centrale de son Département ;
- Vu le décret n° 005/2005 du 23 janvier 2005 fixant les attributions du Secrétaire d'Etat à la Condition Féminine et l'organisation de l'administration centrale de son Département ;

- Vu le décret n° 086/2006 du 8 août 2006 fixant les attributions du Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de l'environnement et l'organisation de l'administration centrale de son Département ;
- Vu le décret n° 094-2000 du 28 septembre 2000 portant réorganisation du Commissariat aux Droits de l'Homme, à la Lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion.

Le Conseil des Ministres entendu le 21 Mars 2007

DECRETE DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er}: Il est institué un Comité Interministériel de Lutte contre la Pauvreté (CILP) chargé de la formulation, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), conformément aux principes prévus aux termes de la loi d'orientation n° 2001-050 du 19 juillet 2001 relative à la lutte contre la pauvreté.

Le Comité Interministériel de Lutte contre la Pauvreté (CILP) est assisté dans sa mission par des instances de concertation et des structures techniques de suivi, toutes instituées aux termes du présent décret.

Le Comité Interministériel de Lutte contre la Pauvreté (CILP), les instances de concertation et les structures techniques de suivi constituent le dispositif institutionnel de formulation, de mise en œuvre et de suivi du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP).

Le présent décret a pour objet de définir l'organisation du dispositif institutionnel de formulation, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP).

CHAPITRE I^{er} : DU COMITE INTERMINISTERIEL DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE (CILP)

Article 2: Le Comité Interministériel de Lutte contre la Pauvreté (CILP) est l'instance de pilotage du CSLP. Il assure la conduite et la supervision du processus de formulation, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques publiques relevant du CSLP.

A ce titre, le CILP assure notamment :

- la coordination du dispositif institutionnel du CSLP ;
- la validation des rapports semestriels et annuels sur la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du CSLP ;
- l'approbation des programmations pluriannuelles et des plans d'action annuels de mise en œuvre de la stratégie ;
- l'examen des Rapports nationaux de suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et la formulation des recommandations susceptibles d'en garantir la réalisation.

Article 3: Le CILP soumet au Gouvernement les avant-projets de communications au Parlement portant sur le CSLP et sur les bilans de mise en œuvre du CSLP.

Article 4: Le Comité Interministériel de Lutte contre la Pauvreté est institué auprès du Premier ministre et comprend les membres ci-après :

- le Ministre chargé de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications (MIPT) ;
- le Ministre chargé des Finances (MF) ;

- le Ministre chargé des Affaires Economiques et du Développement (MAED) ;
- le Ministre chargé de l'Equipeement et des Transports (MET) ;
- le Ministre chargé de l'Energie et du Pétrole (MEP) ;
- le Ministre chargé de l'Hydraulique (MH) ;
- le Ministre chargé du Développement Rural (MDR)
- le Ministre chargé de l'Enseignement Fondamental et Secondaire (MEFS) ;
- le Ministre chargé de la Santé et des Affaires Sociales (MSAS) ;
- la Secrétaire d'Etat à la Condition Féminine (SECF) ;
- Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement ;
- le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM) ;
- le Commissaire à la Sécurité Alimentaire (CSA) ;
- le Commissaire aux Droits de l'Homme, à la Lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion (CDHLCPI).

En fonction des points inscrits à l'ordre du jour, la composition du CILP peut être élargie aux autres ministres.

Si nécessaire, le CILP peut inviter à assister à ses réunions, à titre d'observateur, toute personne dont l'avis est jugé utile à l'étude des points soumis à l'examen.

Article 5: Le CILP se réunit chaque fois que de besoin. Toutefois, pour les besoins du suivi annuel de la mise en œuvre du CSLP, il se réunit au moins deux fois par an :

- une première réunion au cours de la première quinzaine de septembre, consacrée à l'examen du Rapport semestriel et aux recommandations qui en découlent pour la programmation budgétaire du prochain exercice ;
- une deuxième réunion en mars, pour l'examen du Rapport annuel de mise en œuvre.

Article 6: Le secrétariat du CILP est assuré par le Ministre des Affaires Economiques et du Développement. Dans ce cadre, il prépare les réunions, tient les procès-verbaux et suit l'exécution des décisions du Comité.

CHAPITRE II : DES INSTANCES DE CONCERTATION

Article 7: Dans le cadre de la mise en œuvre du principe de concertation, le CILP est assisté par les instances de concertation suivantes :

- Le Comité de concertation Etat - secteur privé - société civile sur la lutte contre la pauvreté (CCLP) ;
- Le Comité de concertation Etat - Donateurs sur la lutte contre la pauvreté (CEDLP) ;

SECTION I : Le Comité de concertation Etat - secteur privé - société civile sur la lutte contre la pauvreté

Article 8: Le CCLP est chargé, sous l'autorité du CILP, du suivi de l'ensemble du processus d'élaboration du CSLP.

Dans ce cadre, il veille notamment à :

- l'établissement d'une relation fonctionnelle avec d'autres organes de concertation existants, comme le Comité de concertation Etat/Secteur privé ou les Comités de pilotage des grands programmes ;
- la préparation et le suivi de cadres élargis de concertation sur la lutte contre la pauvreté, notamment au niveau régional et national;

- la mise en œuvre d'une stratégie de communication ;
- la conduite d'actions spécifiques de renforcement de capacités en vue d'améliorer la qualité de la participation et du dialogue des acteurs non étatiques.

Article 9: Le CCLP est présidé par le Ministre des Affaires Economiques et du Développement et comprend les membres ci-après :

- le Ministre chargé de l'Equipeement et des Transports (MET) ;
- le Ministre chargé de l'Energie et du Pétrole (MEP) ;
- le Ministre chargé de l'Hydraulique (MH) ;
- le Ministre chargé du Développement Rural (MDR)
- le Ministre chargé de l'Enseignement Fondamental et Secondaire (MEFS) ;
- le Ministre chargé de la Santé et des Affaires Sociales (MSAS) ;
- la Secrétaire d'Etat à la Condition Féminine (SECF) ;
- le Commissaire à la Sécurité Alimentaire (CSA) ;
- le Commissaire aux Droits de l'Homme, à la Lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion (CDHLCPI) ;
- Quatre représentants de l'Association des maires de Mauritanie ;
- Cinq représentants des organisations du secteur privé ;
- Quatre représentants des collectifs des ONG nationales ;
- Un représentant de l'Association des Promoteurs de la Micro finance (APROMI).

Le CCLP se réunit chaque fois que de besoin, et en particulier pour la préparation des deux réunions du CILP prévues au mois de septembre et de mars.

SECTION II : Le Comité de concertation Etat – Donateurs sur la lutte contre la pauvreté

Article 10: Le Comité de concertation Etat - Donateurs sur la lutte contre la pauvreté (CEDLP) assure, sous l'autorité du CILP, la liaison avec les bailleurs de fonds en matière d'élaboration, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation du CSLP.

Dans ce cadre, le Comité est chargé de :

- suivre l'état d'avancement de la mise en œuvre du CSLP ainsi que les performances spécifiques obtenues relativement aux OMD ;
- procéder à une évaluation conjointe des problèmes rencontrés dans l'exécution des programmes prioritaires soutenus par les partenaires au développement ;
- faire le point sur les engagements financiers des partenaires en faveur de la mise en oeuvre du plan d'action du CSLP ;
- renforcer la cohérence et la complémentarité des interventions des bailleurs de fonds.

Article 11: Le Comité de concertation Etat - Donateurs sur la lutte contre la pauvreté (CEDLP) est présidé par le Ministre des Affaires Economiques et du Développement, et comprend le Ministre des Finances, le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie et le Commissaire aux Droits de l'Homme, à la Lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion. Ils tiennent des réunions formelles avec les bailleurs de fonds intéressés dont les résultats sont portés au CILP.

CHAPITRE III : DES STRUCTURES TECHNIQUES D'APPUI

Article 12: Les structures techniques d'appui sont :

- Le Comité Technique de Lutte contre la Pauvreté (CTLTP) ;

- Les Comités Techniques Sectoriels (CTS) ;
- Les Groupes Techniques Thématiques (GTT) ; et
- Le Comité Technique de Suivi des Dépenses Publiques (CTSDP).

Les structures techniques d'appui sont coordonnées par la Direction chargée des Etudes et stratégies de développement au Ministère des affaires Economiques qui assure, en coordination avec les administrations concernées, la gestion du processus de préparation, de mise en œuvre et de suivi du CSLP.

A cet effet, la Direction est assistée par une Cellule de Coordination dénommée « Secrétariat Permanent du CSLP ».

La Cellule est une structure multisectorielle supervisée par un Comité de Pilotage comprenant notamment un représentant des administrations suivantes :

- Ministère des Finances (MF) ;
- Ministère des Affaires Economiques et du Développement (MAED) ;
- Banque Centrale de Mauritanie (BCM) ;
- Commissariat aux Droits de l'Homme, à la Lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion (CDHLCPI).

Les règles d'organisation et de fonctionnement de la Cellule seront définies par arrêté du Ministre des Affaires Economiques et du Développement.

Article 13: Le CTLP est chargé du suivi et de l'application des décisions et recommandations du Comité Interministériel de Lutte contre la Pauvreté, et des instances de concertation prévues au présent décret.

Le CTLP prépare les réunions du Comité de Concertation sur la Lutte Contre la Pauvreté (CCLP) et du Comité de concertation Etat - Donateurs sur la lutte contre la pauvreté (CEDLP). Il coordonne les activités des structures techniques d'appui prévues au présent chapitre.

Le CTLP élabore, à l'intention du CILP et des autres instances de coordination, les outils d'information suivants :

- une note de synthèse trimestrielle sur l'état d'avancement de l'exécution du CSLP;
- un rapport semestriel en milieu d'exercice ;
- un rapport annuel ;

A cette fin, les ministères lui adressent un tableau de bord trimestriel sectoriel, portant notamment sur l'analyse des principaux indicateurs, l'étude du volume et de la répartition des crédits dépensés, et la production de fiches de programmes.

Les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité Technique de Lutte contre la Pauvreté (CTLP) seront définies par arrêté du Ministre des Affaires Economiques et du Développement.

Article 14: Les Comités Techniques Sectoriels (CTS) sont des outils d'aide à la décision placés auprès de chaque ministre. Ils servent de correspondants sectoriels pour le suivi programmatique de la lutte contre la pauvreté, et constituent, au niveau ministériel, le cadre de concertation sur le CSLP.

Les CTS comprennent :

- des représentants du ministère comprenant les responsables des services de programmation et suivi des projets, des services financiers, et des services statistiques ;
- des représentants des départements concernés ;
- des représentants de la société civile ;
- des représentants des partenaires au développement ;
- des personnes ressources choisies pour leurs compétences.

Les règles d'organisation et de fonctionnement des Comités Techniques Sectoriels seront définies par arrêté du ministre compétent.

Article 15 : Les Groupes Techniques Thématiques (GTT) constituent des espaces de réflexion et d'échanges sur les questions transversales de la stratégie de lutte contre la pauvreté, et notamment les thèmes ci-après :

- accès universel aux services de base : santé, éducation, eau potable, assainissement, électricité et télécommunications, et développement des ressources humaines ;
- accès des pauvres au capital et promotion des activités économiques sous forme de micro entreprises ou de coopératives ;
- croissance et compétitivité ;
- bonne gouvernance et renforcement des capacités ;
- suivi et évaluation.

Les GTT réunissent, dans un cadre participatif, les représentants des administrations publiques, de la société civile, du secteur privé, et des partenaires au développement.

Les règles d'organisation et de fonctionnement des Groupes Techniques Thématiques seront définies par arrêté du Ministre des Affaires Economiques et du Développement.

Article 16 : Le Comité Technique de Suivi des Dépenses Publiques assure le suivi global des dépenses publiques, à travers l'évolution des dépenses prioritaires du CSLP. Il consolide, valide et commente les différents tableaux de bord périodiques de suivi budgétaire. Il s'assure en outre de la réalisation effective des actions programmées, au niveau de l'ensemble des dépenses programmées dans les Cadres de Dépenses à moyen terme sectoriels (CDMT), et au niveau spécifique des dépenses sur ressources PPTE.

Les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité Technique de Suivi des Dépenses Publiques seront définies par arrêté conjoint du Ministre des Finances et du Ministre des Affaires Economiques et du Développement.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES

Article 17 : Les dispositions du présent décret seront, en tant que de besoin, précisées par arrêtés du ministre chargé des affaires économiques.

Article 18 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires et notamment celles du décret n° 2005-031 du 18 avril 2005 portant organisation du dispositif institutionnel de formulation, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté.

Article 19 : Les ministres, les secrétaires d'Etat et le Secrétaire Général du Gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Nouakchott, le **12 AVR 2007**

Le Premier Ministre
Sidi Mohamed Ould Boubacar

Le Ministre de l'Intérieur des Postes et Télécommunications

Mohamed Ahmed Ould Mohamed Lemine

Le Ministre des Finances

Abdellahi Ould Souleymane Ould Cheikh Sidiya

Le Ministre des Affaires Economiques et du Développement

Mohamed Ould El Aboud

Le Ministre de l'Equipeement et des Transports

Ba Ibrahim Demba

Le Ministre de l'Energie et du Contrôle

Mohamed Aly Ould Sidi Mohamed

Le Ministre de l'Hydraulique

Dr. Ely Ould Ahmedou

Le Ministre du Développement Rural

Gandega Syli

Le Ministre de l'Enseignement Fondamental et Secondaire

Cheikh Ahmed Ould Si' Ahmed

Le Ministre de la Santé et des Affaires Sociales

Samina Ould Bichaida

La Secrétaire d'Etat à la Condition Féminine

Nehghouh Mint Toud

Le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, Charge de l'Environnement

Mohamed Lemine Ould Aboye Ould Cheikh El Hadrami

Le Secrétaire Général du Gouvernement

Ba Saidou Moussa

Ampliations :

| | |
|---------|----|
| SG/PR | 3 |
| SGG | 3 |
| Ts/Dpts | 30 |
| AN | 3 |
| JO | 3 |